

Article 21 du Règlement

M. Langdon: . . . ne contribuera pas à créer des possibilités d'emploi au Canada. Nous devrions protéger les emplois des Canadiens.

* * *

[Français]

INVESTISSEMENT CANADA

LES AVANTAGES RELATIFS AU REMPLACEMENT DE L'AEIE

M. Gabriel Desjardins (Témiscamingue): Monsieur le Président, la Chambre ainsi que les Canadiens doivent se réjouir du discours prononcé par le très honorable premier ministre devant l'Economic Club de New York. Les paroles du premier ministre ont été reçues avec enthousiasme par l'élite financière et industrielle des États-Unis. Je me réjouis particulièrement de l'allusion faite au Québec qui est une terre prospère pour l'investissement étranger et qui emboîte le pas dans ce vaste mouvement de réconciliation nationale entrepris par notre gouvernement.

Monsieur le Président, c'est un moment historique que nous avons vécu ce soir du 10 décembre, car il mettait fin à 20 ans d'affrontements, à 20 ans de relations stériles et froides entretenues par l'administration libérale précédente.

Monsieur le Président, quand deux grandes démocraties libres cohabitent, il est dans la logique qu'elles fassent des affaires ensemble. En ce sens, l'abolition de l'AEIE et son remplacement par Investissement Canada auront des retombées importantes au Canada et créeront les emplois dont nous avons tant besoin.

* * *

[Traduction]

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

LES RÉPERCUSSIONS DES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES SUR LE PERSONNEL ET LES PROGRAMMES

M. Marcel Prud'homme (Saint-Denis): Monsieur le Président, hier a été un jour sombre pour plus de 1,100 employés de Radio-Canada qui font maintenant face à des perspectives de retraite anticipée ou de congédiement à cause de l'attitude impitoyable avec laquelle le nouveau gouvernement aborde la budgétisation fédérale. Ces employés ainsi menacés représentent le coût humain direct des décisions d'un gouvernement insensible. L'impossibilité pour Radio-Canada d'entreprendre l'élaboration et la production de nouvelles émissions de théâtre, de nouvelles émissions pour enfants, et d'émissions d'information qui lui ont acquis une réputation internationale, constitue un coup cruel porté au développement socio-culturel du Canada.

Radio-Canada est une institution nationale. Elle a un rôle permanent à jouer dans le développement de l'identité nationale canadienne et dans le renforcement de l'unité nationale par le biais des communications. Les compressions budgétaires imposées par le gouvernement démontrent bien l'ignorance dont fait preuve le nouveau gouvernement à reconnaître qu'il y a parfois des coûts que le gouvernement doit tout simplement supporter si nous voulons former un pays en tant que Canadiens. Radio-Canada représente l'un de ces coûts. Le Canada et le fait d'être Canadien ne constituent pas des denrées. C'est malheureusement ainsi que le nouveau gouvernement perçoit le Canada.

Les compressions budgétaires imposées par le gouvernement conservateur entraîneront un coût encore plus élevé en perte de développement et de communication culturels entre les Canadiens de toutes les régions au cours des années à venir.

* * *

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

LA RÉDUCTION DES SERVICES DANS LES RÉGIONS RURALES

M. Brian White (Dauphin-Swan River): Monsieur le Président, je tiens à signaler à la Chambre une injustice flagrante. Les citoyens canadiens ont la bonne fortune de recevoir quotidiennement leur courrier à la maison et d'avoir à 10 ou 15 minutes de voiture de chez eux un bureau de poste où ils peuvent se procurer des services postaux tels mandats-postes, lettres par courrier recommandé ou par courrier spécial; par contre, les ruraux voient leurs services réduits ou annulés, de sorte qu'ils sont parfois obligés de parcourir une trentaine de milles pour se rendre au bureau de poste le plus proche.

Cependant, le président de Postes Canada ne manque pas une occasion de se vanter du succès qu'il obtient dans ses efforts pour réduire le déficit de la société et améliorer le service. Peut-être, comme il le déclare, réussit-il à réduire le déficit, mais il se fourvoie grandement s'il pense, comme il le déclare également, que les consommateurs ont repris confiance.

● (1410)

Depuis quelques mois que je suis député, un nombre alarmant de mes commettants ruraux du Manitoba ont communiqué avec moi. Ils m'ont signalé jusqu'ici cinq cas différents de réduction ou d'élimination du service. Les résidents des petites localités rurales estiment qu'ils font les frais du programme d'austérité de Postes Canada.

J'inviterais le président de Postes Canada à se demander si les consommateurs ont vraiment repris confiance, tout particulièrement ceux des milieux ruraux, car je crois fermement que ce sont nos concitoyens de la campagne qui portent tout le fardeau des efforts que déploie Postes Canada pour réduire son déficit.

* * *

LES PARTIS POLITIQUES

LA POLITIQUE DU PARTI LIBÉRAL EN CE QUI CONCERNE LA PROPOSITION DE GELER LE DÉPLOIEMENT DES ARMES NUCLÉAIRES

M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill): Monsieur le Président, je voudrais signaler à la Chambre des pirouettes verbales et les contradictions auxquelles se livrent les membres du parti libéral quand il s'agit d'exposer la position que défend leur parti à propos du gel des armes nucléaires. Le député de Saint-Maurice (M. Chrétien) prétend que la politique a été changée. Le très honorable chef de l'opposition (M. Turner) refuse de le confirmer. Par ailleurs lorsque le député de Winnipeg-Fort Garry (M. Axworthy) affirme que les libéraux ont une politique différente aujourd'hui parce qu'ils sont dans l'opposition, c'est comme s'il confessait du même coup que leur politique manque de sens moral.